

Casablanca, le 12.12.2005

Interview  
Mme Nezha LAHRICHI  
Challenge hebdo

1<sup>ère</sup> Question : quel regard portez-vous sur l'évolution de l'économie?

Vous voulez savoir si la politique économique menée actuellement est la plus proche de ce qui pourrait être qualifié de «bonne politique».

La réponse est plutôt positive car on peut observer que la politique économique actuelle s'articule à grands traits autour de trois axes majeurs : la consolidation des équilibres macro économique, le développement des infrastructures et le repositionnement de l'économie nationale.

Concernant le premier point, le Gouvernement est conscient que la stabilité macro-économique n'est pas une fin en soi, néanmoins c'est un gage de crédibilité économique solide qui conditionne la réalisation d'un rythme de croissance plus élevé. Le Maroc n'est pas condamné à une croissance économique atone et tout l'enjeu de la politique économique actuelle consiste à créer les conditions nécessaires à l'accélération de son rythme et à sa déconnexion des aléas climatiques.

Quant au développement des infrastructures, il constitue base de toute politique de développement, vu les effets d'entraînement sur le reste de l'économie ; c'est dans ce cadre qu'il faut inscrire le programme autoroutier, la construction de complexes portuaires, de technopoles, de zones franches commerciales et industrielles etc...

Concernant le repositionnement de l'économie nationale, le diagnostic du tissu économique a été fait à travers l'étude émergence. La distinction a été faite entre les secteurs compétitifs, à fort potentiel ou fragiles, cette étude a permis de dégager les «métiers mondiaux du Maroc», à savoir l'off shoring, l'automobile, l'électronique et l'aéronautique, en mesure de favoriser ce repositionnement de l'économie nationale. Toutefois, la couverture de l'ensemble des secteurs par une politique de mise à niveau pour mieux réussir l'intégration à l'économie mondiale est toujours à l'ordre du jour.

Il faut préciser que parallèlement aux objectifs économiques, la résorption des déficits sociaux constitue un grand challenge pour pérenniser la croissance qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé, de l'habitat, de l'emploi ou de la pauvreté. Des programmes ambitieux ont été lancés dans tous ces domaines : programme d'éradication de l'analphabétisme à l'horizon 2015, plan d'action de mise à niveau des hôpitaux et de modernisation des soins avec la mise en œuvre de la loi relative à la couverture médicale, programmes «villes sans bidonvilles», initiatives pour l'emploi de 200.000 jeunes et enfin et surtout l'INDH, chantier prioritaire de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il faut espérer que tous les chantiers économiques et sociaux vont produire leurs effets qui ne peuvent être qu'à moyen terme car les bons principes, la volonté sont une chose, la pratique en est une autre ; il est difficile de vaincre les résistances et d'accélérer l'évolution culturelle et sociale qui a son propre rythme.

2<sup>ème</sup> question : que pensez-vous de l'évolution de la femme dans le milieu du travail ?

Sur le plan quantitatif, l'observation statistique montre que le taux d'activité des femmes est inférieur à celui des hommes ; en effet, le taux de féminisation de l'emploi est inférieur à 30% et traduit la faible participation de la femme à la production des richesses ; ce taux est encore plus faible en milieu urbain où il est de l'ordre de 22%. C'est pour dire que la pénétration de la femme dans la sphère productive est devant nous ; d'ailleurs les résultats du recensement général de la population montrent que le taux d'accroissement de la population active féminine a été de 4% de 1994 à 2004 contre 2% seulement de la population masculine. Au-delà du souci d'égalité, l'arrivée des femmes sur le marché de l'emploi est un enjeu d'avenir car c'est l'emploi qui crée la croissance qui à son tour crée de l'emploi.

3<sup>ème</sup> question : que faudrait il faire pour que les femmes atteignent plus de postes à hautes responsabilités ?

Les données, aussi bien au Maroc, que sur le plan international montrent que les femmes sont de plus en plus représentées dans les professions intellectuelles et les fonctions de direction mais plus on s'approche du sommet plus la disparité entre les sexes est criante. Généralement un des arguments avancés est que les femmes sont souvent recrutées pour des activités dont les filières ne mènent pas aux plus hauts sommets de la hiérarchie ; cet argument est entrain d'être dépassé et il est possible de l'illustrer au Maroc à travers un indicateur pertinent à savoir la répartition de la population active selon le niveau de scolarisation en milieu urbain : le pourcentage des femmes économiquement actives ayant des niveaux d'instruction secondaires et supérieurs dépasse celui des hommes : 20,4% pour les femmes et seulement 15,8% pour les hommes pour le secondaire.

Pour le supérieur, le pourcentage est encore plus faible : 19,2% pour les femmes et seulement 10,8% pour les hommes.

D'ailleurs la proportion des femmes actives ayant un diplôme supérieur dépasse celle des hommes : 27,4% pour les femmes contre 15,5% pour les hommes.

En définitive l'instruction et les diplômes de hauts niveaux permettent de surmonter le problème de la discrimination professionnelle.